



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

**Discours de Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances
lors de la journée de l'Industrie allemande**

« C'est le temps des choix ! »

Berlin

Mardi 4 juin 2019

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Chers amis,

Je suis très heureux de vous retrouver à Berlin et de m'exprimer devant des entrepreneurs allemands, qui font la force de l'Allemagne.

Et je suis très honoré de prendre la parole après la chancelière fédérale et mes amis Olaf Scholz et Peter Altmaier.

Je crois à l'entreprise et je crois à l'esprit d'entreprise. Avec Emmanuel Macron, nous voulons faire de l'entreprise un des moteurs du redressement de la France.

Nous voulons le faire avec vous, chers amis allemands.

Parce que dans ce XXI^e siècle qui commence, l'heure est au rassemblement de nos forces et pas à la division. L'heure est à la création de nouvelles filières industrielles européennes, qui seules nous permettront de résister à la concurrence sans merci des Etats-Unis et de la Chine.

L'Europe a été la grande puissance économique du XIX^e siècle. L'Europe a été une des grandes puissances économiques du XX^e siècle.

Aujourd'hui, notre continent est menacé de relégation. D'une relégation rapide. Nous refusons cette relégation. Nous croyons à la possibilité de rester une puissance économique de premier plan au XXI^e siècle. Mais nous y arriverons seulement ensemble.

Mon message est clair : nous sommes au temps des choix.

1. C'est le temps des choix au niveau national.

Nous aussi avons fait le choix d'une politique de compétitivité. Nous avons fait le choix d'une politique de l'offre. Ces choix seront tenus.

Ils se traduisent dans des décisions très concrètes.

Ce sont d'abord des décisions fiscales, prises dès l'automne 2017. La création d'un prélèvement forfaitaire unique à 30 % pour tous les revenus du capital. Ou encore la baisse de l'impôt sur les sociétés, que nous ramenons de 33,3 % à 25 % sur le quinquennat.

C'est le choix de simplifier la vie des entreprises. C'est tout le sens de la loi PACTE, que le Parlement français vient d'adopter de façon définitive.

C'est le choix de simplifier le marché du travail.

Cette stratégie donne des résultats. Nous avons le niveau de chômage le plus bas depuis 10 ans. La croissance française est solide. Nous avançons dans le rétablissement de nos finances publiques.

Je connais toutefois les reproches qui nous sont faits en Allemagne sur ces questions économiques et budgétaires.



Nous serions d'incorrigibles dépensiers.

C'est faux. Je suis contre les dépenses excessives. Je suis pour l'équilibre des comptes publics. Ma conviction n'a pas changé : pas de croissance durable sans rétablissement des finances publiques.

Il nous reste encore beaucoup de chemin à faire pour rétablir les finances publiques françaises. Nous avons une dette publique excessive. C'est un poison pour notre économie. Un poison pour notre avenir.

Et je voudrais partager avec vous une conviction : quand les taux d'intérêt sont faibles, voire négatifs, il est nécessaire d'investir. Pas pour investir dans des dépenses de fonctionnement mais pour investir dans les infrastructures, la recherche et l'innovation : tout ce qui fera la croissance de demain.

Nous ne pouvons pas nous résigner à une croissance faible dans la zone euro - qui signifierait l'échec de notre projet commun.

Le Schwarze Null doit être un objectif, mais pas un dogme. Il doit donner des marges de manœuvre, pas réduire les capacités de décision politiques. Nous devons tous rester libres de nos décisions économiques pour faire face aux réalités de la conjoncture.

Je ne partage pas l'idée de ceux qui opposent catégoriquement le modèle français et le modèle allemand : nous pouvons nous inspirer mutuellement.

Il y a des choses qui marchent en France et qui peuvent inspirer l'Allemagne. Il y a des choses qui marchent en Allemagne et qui peuvent inspirer la France. On compte des réussites des deux côtés du Rhin.

Nous voulons nous inspirer de vous.

- Sur l'industrie. Vous avez su maintenir une industrie forte et nous partageons cette ambition industrielle.
- Sur les ETI. Le but avoué de la loi PACTE est de faciliter la création d'ETI industrielles sur le modèle allemand. Les ETI allemandes sont un succès indéniable, ce sont elles qui font la force économique et politique de l'Allemagne.
- Enfin, sur la formation, la qualification et l'apprentissage, le modèle allemand est une réussite majeure : il a inspiré les réformes que nous menons en France.

Vous pouvez vous inspirer de la France: il n'y a pas que le luxe et l'art de vivre. Il y a aussi la digitalisation, le financement de l'innovation, le CIR qui est un immense succès : la France est ainsi devenue un des pays les plus attractifs au monde, comme le montra la récente étude de l'institut EY.

Voilà ma vision des relations entre la France et l'Allemagne : ce n'est pas une relation de rivalité, mais une relation de complémentarité.



2. C'est le temps des choix au niveau européen

Nous avons publié, avec Peter Altmaier, un manifeste pour l'industrie européenne.

Nous avons entendu toutes les critiques : elles sont toujours bienvenues, en particulier lorsqu'elles proviennent d'Allemagne. Certaines sont justes et nous les prenons en compte. Certaines sont en revanche sans fondement.

Permettez-moi d'abord de partager une conviction avec vous.

Cette conviction, c'est que le *statu quo* est impossible. Face à la montée en puissance de la Chine et face au comportement agressif des Etats-Unis, rester immobile n'est pas une option envisageable.

Il faut mieux nous défendre.

Nous devons être libres de faire du commerce avec qui bon nous semble : c'est tout le sens du dispositif Instex, que la France et l'Allemagne ont créé avec le Royaume-Uni, et qui permettra à nos entreprises de poursuivre le commerce avec l'Iran. C'est un instrument de souveraineté économique.

Nous devons éviter les investissements de pillage. C'est pourquoi nous avons renforcé le décret français qui contrôle les investissements étrangers dans notre pays. C'est pourquoi l'Allemagne vient d'amorcer un changement de doctrine sur cette question. Et c'est aussi tout le sens du règlement de *screening* européen, qui vient d'être adopté.

Enfin, nous devons autoriser les aides publiques dans l'innovation de rupture, comme le font sans états d'âme les Etats-Unis et la Chine.

Je sais que ce sont trois transgressions par rapport à la position traditionnelle de l'Europe. Mais ce sont des transgressions nécessaires pour défendre nos intérêts et faire réussir notre industrie européenne.

Cette politique industrielle, nous avons commencé à la bâtir en lançant une filière européenne des batteries électriques.

Avoir une filière européenne des batteries électriques est indispensable pour garantir le développement d'une industrie automobile autonome au XXI^e siècle. Nous ne pouvons pas nous contenter de construire les carrosseries en Europe, et laisser les batteries à la Chine et le système de navigation aux Etats-Unis.

J'ai bien conscience que les carrosseries européennes, en particulier italiennes et françaises, sont les plus belles, malheureusement, la valeur ne réside plus dans la carrosserie mais dans les batteries et les systèmes de navigation.

Il faut être capable de maîtriser toute la chaîne de production, de l'extraction des minerais à l'installation de la batterie – en passant par le recyclage des batteries, qui pourrait être effectué par la Pologne.

L'enjeu est simple : faire en sorte que les usines et les emplois restent en Europe. Et je sais combien cette question est cruciale pour l'Allemagne.



Mais cette politique industrielle européenne ne peut pas se limiter à la filière des batteries, que nous sommes en train de construire.

Elle devra aussi se développer dans d'autres domaines clés comme l'IA, dans le calcul quantique. Il faut avancer dans tous ces domaines.

J'entends bien le reproche que certains nous lancent : c'est de l'économie planifiée ! Pardon, mais je récusé toutes les accusations de mainmise des Etats sur la filière. La demande vient des industriels. Ce sont eux qui nous disent : nous avons besoin d'un soutien de l'Etat.

Ce n'est pas à l'Etat de décider quelles filières réussiront, mais c'est son rôle d'accompagner le développement des technologies de rupture. Et je me félicite que la Commission européenne l'ait bien compris : c'est heureux.

Evidemment cette politique industrielle commune est inséparable d'une politique de la concurrence et d'une politique commerciale.

Le temps où ces politiques évoluaient séparément est désormais révolu. Il est indispensable de penser ces trois politiques de façon globale pour préserver notre industrie européenne.

La politique de la concurrence est vitale pour nous permettre de construire des champions européens. Je sais que ce mot fait peur. Mais soyons clairs : un champion européen, ce n'est pas forcément un monopole ou une très grande entreprise. Cela peut tout à fait être un consortium. Tout est ouvert.

La politique commerciale est également cruciale pour défendre nos intérêts communs. Nous avons des instruments de défense commerciale : ayons le courage de les utiliser pour préserver nos marchés des tumultes de la guerre commerciale, sur l'acier par exemple.

Au lendemain des élections européennes, qui ont entériné une recomposition politique à travers le continent, avec une demande de protection forte de la part de nos citoyens, nous ne pouvons pas rester les bras croisés.

Enfin, la politique industrielle doit s'accompagner d'un approfondissement de la zone euro. Avec la mise en place d'un budget de la zone euro. Avec l'achèvement de l'Union bancaire. Avec la mise en place d'une véritable union des marchés de capitaux, pour que vos entreprises et que toutes les entreprises européennes puissent mieux se financer. À cet égard, je me félicite de l'excellente coopération entre Olaf Scholz et moi-même et entre la chancelière et le président de la République dans ce domaine, et la déclaration de Meseberg signée l'an dernier a bien été un pas historique dans l'histoire de l'Europe.

3. Enfin, nous devons faire des choix à l'échelle mondiale

Nous n'avons pas à choisir le capitalisme d'Etat à la chinoise ou le capitalisme financier des Etats-Unis. Nous devons promouvoir un capitalisme à notre image et conforme à nos valeurs.

Nous croyons à un capitalisme européen.



- **Ce capitalisme européen doit d'abord être un capitalisme responsable.**

Écoutons le résultat des élections européennes : la montée en puissance des questions écologiques est un des messages les plus clairs et univoques du scrutin européen.

Les citoyens n'acceptent plus un capitalisme qui conduit à la pollution, à la perte de biodiversité, à la multiplication des maladies, au réchauffement climatique. Ils veulent un environnement sain et un modèle durable pour les générations futures.

Et ce message rejoint une conviction forte de la France : la croissance sera durable ou ne sera pas.

C'est ce qui explique le choix fort du président de la République, qui a refusé de soutenir les négociations commerciales avec les États-Unis, qui se sont retirés de l'Accord de Paris.

Pour mettre en place ce capitalisme responsable, nous avons des leviers. Je pense en particulier à la finance verte. Je souhaite notamment que les banques se dotent d'un indicateur qui permette à chaque client potentiel de mesurer leur engagement en faveur du climat.

- **C'est ensuite un capitalisme qui rassemble.**

Nous devons répondre à l'exigence de justice et de transparence de nos concitoyens, notamment sur les écarts de salaires. Nous ne voulons pas d'un capitalisme à l'américaine où les dirigeants des plus grandes entreprises américaines gagnent 265 fois plus que le salaire moyen de leurs employés. Nous devons créer un capitalisme qui rassemble plus qu'il ne divise.

Nous avons déjà des outils, en France, le ratio d'équité fondé sur le salaire médian des plus grandes entreprises par exemple. Nous pourrions parfaitement envisager un dispositif similaire au niveau européen ou au niveau du G7.

Le capitalisme européen doit assurer une meilleure association des salariés sur le modèle allemand, qui réduit les conflits au sein des entreprises et qui est un immense succès.

- Enfin, nous devons bâtir un capitalisme plus efficace et plus juste.

Un capitalisme efficace est un capitalisme qui sait adapter ses règles fiscales aux réalités économiques du XXI^e siècle.

Nous devons avancer sur deux chantiers majeurs, qui sont au cœur des priorités de la présidence française du G7.

Le premier, c'est la juste taxation des géants du numérique. Aujourd'hui, ces géants paient en moyenne 14 points d'impôts de moins que nos PME et nos ETI. Grâce à l'élan donné par la France et de nombreux autres pays européens, les travaux ont accéléré au sein de l'OCDE. A nous Européens de redoubler d'efforts pour aboutir au plus vite à une solution internationale.

Le second, c'est la taxation minimale. Nous avons laissé se consolider un système d'évasion fiscale internationale où certaines entreprises multinationales s'affranchissent des règles communes.



Ce système fiscal international, qui profite aux plus riches et aux mieux conseillés, est intolérable pour nos concitoyens. Il est aussi inefficace puisqu'il menace le financement de nos biens publics par l'impôt.

Voilà les quelques convictions que je voulais partager avec vous. Si vous devez n'en retenir qu'une, elle est simple : la France et l'Allemagne ont bâti l'Europe de la fin du XXème siècle. Elles doivent bâtir l'Europe du XXIème siècle : une Europe forte et indépendante. Un continent prospère économiquement et à la pointe du progrès technologique. Elle doit proposer au reste du monde un nouveau capitalisme qui réconcilie efficacité et justice, croissance et protection de l'environnement. « Es ist ein weites Feld » comme vous dites, mais nous y arriverons.